



Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN ÁFRIQUE FRANCOPHONE

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

ENVOIS DE FONDS DES MIGRANTS ET CRÉATION D'ENTREPRISE : ANALYSE DE L'EFFET DE SEUIL

Ruth Grâce MBANGO NGEA

Doctorante. Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA)Abidjan - Cote-d'Ivoire mgraceruth@ensea.edu.ci

Issouf SOUMARE

Professeur titulaire, Université Laval – Canada Issouf.Soumare@fsa.ulaval.ca

Dramane COULIBALY

Professeur, Université de Paris Nanterre – France drmn.coulibaly@gmail.com

RÉSUMÉ – Les envois de fonds des migrants ont connu une véritable croissance ces dernières décennies. Néanmoins, leurs impacts sur la création d'entreprise dans les économies bénéficiaires demeurent indéterminés. Cette étude tente d'examiner les effets des envois de fonds sur la création d'entreprise en utilisant le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant comme variable de seuil, dans 17 pays en voie de développement sur les données annuelles de 2006 à 2016, un modèle hypothétique a été tester. Nous avons utilisé les tests de racines unitaires, de cointégrations et les techniques Autorégressives à retards échelonnés (ARDL) en panel pour déterminer les effets à court et à long terme. Les résultats révèlent l'existence d'un effet à long terme positif des envois de fonds des migrants et l'existence d'un niveau de PIB par habitant en dessous duquel les populations sont plus enclines à créer de nouvelles entreprises.

Mots clés : Envois de fonds, Création d'entreprise

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

Les envois de fonds des migrants ont connu une véritable croissance ces dernières décennies. Ils sont aujourd'hui selon le rapport de la Banque mondiale, la principale source de recettes en devises dans les pays en voie de développement et émergents à l'exclusion de la Chine. Ils représentent plus de trois fois l'aide publique au développement et sont significativement plus importants que les flux d'investissement direct étranger dans les pays à

revenus faibles (Banque Mondiale, 2019). Les envois de fonds des migrants améliorent de manière significative la santé économique des pays en augmentant leurs réserves de change et le niveau de consommation des populations (Zeeshan et al, 2017; Bouoiyour et al, 2018). En plus de leurs croissances rapides, plusieurs auteurs soutiennent que les envois de fonds des migrants peuvent être considérés comme une source de financement stable, fiable et contracyclique en raison du fait qu'ils augmentent en temps de crise, ce qui constitue un véritable pilier pour favoriser le développement économique des populations bénéficiaires (Bouoiyour, 2015; Ahamada et Coulibaly, 2013).

Néanmoins, on se préoccupe de plus en plus du fait que ces fonds maintiennent la plupart des économies en voie de développement à flot (Goschin, 2014), alors que le volume de fonds que ces pays reçoivent chaque année représente un vaste potentiel pour stimuler le développement grâce à l'esprit d'entreprise (Naudé, 2017). Plusieurs auteurs ont pensé que, dans la mesure où ces fonds sont principalement utilisés à des fins de consommation, les pays en développement qui bénéficient d'important transferts sont, d'une certaine manière, dépendants des performances économiques des pays développés qui accueillent leurs migrants (Chami et al, 2018; Bouoiyour et Mitfah, 2015; Gbenou, 2015). Cette dépendance se justifient généralement par le fait que ces pays rentrent dans la catégorie des pays à revenu faible selon le classement de la banque mondiale (2017) et sont ceux dans lesquels les envois de fonds représentent une assistance vitale pour réduire la pauvreté ; jusqu'à 80 % du montant des envois de fonds est alloué à l'achat des biens de première nécessité comme la nourriture et à la couverture des dépenses de santé (Hor et Peang, 2017). Face à ce constat, l'impact des envois de fonds sur l'investissement dans la création d'entreprise dans ces pays a longtemps été marginalisé et les études portant sur la relation entre les envois de fonds et l'investissement dans la création d'entreprise dans les pays en voie de développement sont rare. La seule étude, au mieux de notre connaissance fut l'étude récente de Kakhkharov (2017) se limitant dans le cas de l'Ouzbékistan. De plus, le fait de se focaliser uniquement sur les motifs des envois des fonds pour montrer qu'ils sont principalement utilisés pour satisfaire les besoins de consommation et non d'investissement semble limité leur impact (Gbenou, 2015 ; Bouoiyou, 2015). Il est important de mentionner que les pays en voie de développement sont les pays dans lesquels l'esprit d'entreprise est très développé et les micros petites et moyennes entreprises à elles seules composent l'essentiel de leurs tissus économiques. De plus, une étude récente du moniteur mondial pour l'entrepreneuriat (GEM), nous révèle que les populations des économies en voie de développement sont en effet autant susceptibles d'être motivés à créer une entreprise que les économies émergentes (Bosma et al, 2018). En moyenne 35 % des entrepreneurs dans les pays en voie de développement déclarent avoir lancé leur entreprise parce qu'ils n'avaient pas de meilleure option pour travailler.

Recevoir des fonds des migrants pourrait constituer un avantage autre que celui d'accroitre la consommation des populations bénéficiaires dans le cas où le désir d'entreprendre d'un individu pourrait naitre d'une opportunité que celui-ci percevrait et/ou d'une nécessité (Bosma et al, 2018). En outre, le fait de restreinte l'analyse au seul bénéficiaire direct des envois de fonds semble limité l'impact de ces fonds sur l'ensemble des économies bénéficiaires (Finkelstein-Shapiro et Mandelman, 2016). Quelques études ont relevé que la probabilité de l'existence d'un effet multiplicateur des envois de fonds sur les économies en voie de développement est forte (Kakhkharov, 2018, Goshin, 2014). Puisque de façon indirecte, le niveau élevé de dépenses de consommation que crée les envois de fonds des migrants en augmentant le pouvoir d'achat dans la localité, plutôt que du capital d'investissement pour les bénéficiaires directs, pourraient déclencher des investissements d'autres individus qui ne sont plus forcément des parents des migrants (Goshin, 2014).

L'objectif principal de notre étude est celui de déterminer l'impact des transferts des fonds des migrants sur la création d'entreprise dans les pays en voie de développement. Pour cela il sera important de déterminer le canal à travers lequel les transferts des fonds des migrants pourraient stimuler l'entrepreneuriat, déterminer l'existence d'un niveau de PIB par habitant en dessous duquel les populations seront incitées à entreprendre et enfin, fournir les effets de court et de long terme de ces fonds sur la création d'entreprise des pays bénéficiaires.

La motivation de notre étude est triple. Premièrement, notre étude vise à combler le manque dans la littérature en ce qui concerne les effets des envois de fonds sur l'investissement dans la création d'entreprise. Nous comptons ressortir un canal par lequel les envois de fonds impactent la création d'entreprise dans les pays de notre étude. En effet, la littérature existante sur le sujet à longtemps restreint l'utilisation des envois de fonds dans les pays en développement à la satisfaction de leurs besoins au quotidien (Gbenou, 2015), alors que ces derniers ont autant plus de chances d'utiliser ces fonds pour entreprendre. En basant notre analyse, sur les différentes sources de motivation entrepreneuriale, nous comptons démontrer que les pays en voies de développements sont autant susceptibles d'investir les fonds reçus des migrants dans la création d'entreprise. De plus, il est important de souligner que les caractéristiques des économies bénéficiaires jouent un rôle déterminant dans l'allocation de ces fonds (Naudé, 2017), puisque les différentes épreuves auxquels les individus sont confrontés au quotidien peuvent stimuler en eux l'esprit d'entreprise (Arin et al, 2015) ; détenir plus de fonds, dans ce cas à tendance à augmenter la probabilité que ces individus les investissent dans la création d'entreprise (Hansing et Orozco, 2014). Deuxièmement, en considérant le PIB par habitant et le niveau de développement du système financier en tant que caractéristiques des économiques bénéficiaires ; notre étude compte déterminer les effets à court et à long terme de ces variables sur la création d'entreprise. Et troisièmement, notre étude compte démontrer l'existence d'un effet de seuil du PIB par habitant sur la création d'entreprise des pays de notre étude. Nous adoptons donc, dans notre étude un modèle ARDL en panel développer par Pesaran et shin pour sa capacité à déterminer les effets à court et à long terme. Notre étude porte sur un panel de 17 pays en voies de développements observés au cours de la période allant de 2006 à 2016 et notre échantillon a été limité par la disponibilité des données sur nos variables.

Nos résultats nous révèlent l'existence d'un effet à long terme positif des transferts de fonds des migrants sur la création d'entreprise et d'une relation en forme d'un U inversé entre la création d'entreprise et le niveau de PIB par habitant qui traduit l'existence d'un niveau de PIB par habitant en dessous duquel les populations des pays bénéficiaires sont plus incitées à créer une entreprise. Notre étude s'articule comme suit, la section 1 est une revue de la littérature sur le sujet, la section 2 présente les données, le modèle et la méthode suivie par l'étude ; la section 3 présente et interprète les résultats obtenus et enfin, la section 4 expose les conclusions et recommandations de politiques économiques.

I) Revue de la littérature

L'impact des envois de fonds des migrants sur l'investissement dans la création d'entreprise a longtemps été présenté comme marginale. Cela est principalement lié au fait que, les travaux pionniers en ce qui concerne les envois de fonds des migrants ont longtemps mis l'accent sur leurs motifs à savoir l'altruisme, l'intérêt personnel et les accords tacites passés entre les migrants et les bénéficiaires pour conclure de leur utilisation (Gbenou, 2015). A cela s'ajoute la conception selon laquelle, les bénéficiaires directs utilisaient principalement ces fonds pour leurs dépenses quotidiennes (Nahar and Arshad, 2017). Plusieurs auteurs se sont longtemps attardés sur le fait que, ces fonds renforcent le développement des communautés dépendantes parce que les niveaux de vie atteints dépendent de manière critique de l'afflux d'argent de l'étranger plutôt que de l'expansion de l'activité économique locale (Gbenou, 2015). Reyes et al (2013) ont relevé l'impact négatif des envois de fonds sur la production agricole, puisque certains ménages ont pu vivre des envois de fonds et abandonner ainsi la culture, créant ainsi une dépendance. D'autres études effectuées en Afrique subsaharienne ont également indiqué que les envois de fonds des migrants étaient consacrés à la consommation (Gbenou, 2015), une part substantielle des transferts de fonds étant principalement consacrée au logement, à l'achat d'autres biens immobiliers et à l'entretien de la famille, laissant peu d'argent disponible pour des investissements dans les micros-entreprises (Bouoiyour et Mitfah, 2015; Hor et Peang, 2017; Alvi et Dendir, 2009). Chami et al (2018) par la suite, ont également souligné le fait que les envois de fonds des migrants pourraient constituer un piège pour les économies en développement qui les reçoivent. Leur étude sur le Liban, l'Egypte, le Mexique et le Pakistan a rapporté que ces fonds seraient à l'origine du syndrome hollandais (Chami et al, 2018).

Néanmoins, la théorie des sources de motivation entrepreneuriale en soulignant l'existence de deux approches à savoir, l'approche par nécessité et l'approche par opportunité (Stoner et Fry, 1982 ; Gilad et Levine, 1986), pose l'ambiguïté concernant l'inefficacité de ces fonds à stimuler l'esprit d'entreprise. En effet cette théorie en soutenant l'idée selon laquelle le désir d'entreprendre d'un individu pourrait naitre d'un choix personnel ou d'une situation d'insatisfaction (Gabarret et Vedel, 2015) admet la possibilité que les populations des pays bénéficiaires des fonds des migrants entreprennent dans le but de saisir une opportunité ou par nécessité. A cela s'ajoute l'existence de certains effet multiplicateur positif des envois de fonds sur les populations des économies bénéficiaires comme l'ont relevé Finkelstein-Shapiro et Mandelman (2016) dans leur étude sur les pays en voie de développement en précisant qu'un grand nombre d'impact de ces fonds pourrais ne pas être observé chez les bénéficiaires directs. Ces derniers approuvent l'idée selon laquelle, les envois de fonds des migrants représentent parfois une opportunité pour les investissements dans des petites entreprises locales dans certains pays présentant un fort taux de chômage (Ncube et Gomez, 2011). Par conséquent, détenir des fonds des migrants pourrait avoir des effets direct et indirects qu'il serait judicieux de déterminer (Goshin, 2014).

C'est ainsi que de façon direct, le caractère rapide et contracyclique des transferts des fonds des migrants pourraient avoir un impact décisif sur la dynamique du secteur des microentreprises dans les pays en développement qui les reçoivent, à cause de l'effet potentiellement important qu'ils pourraient avoir sur l'emploi et l'activité globale (Finkelstein-Shapiro et Mandelman, 2016). Les envois de fonds anticycliques pourraient constituer un fond de placement supplémentaire qui peut être utilisé pour le démarrage des microentreprises dans les économies présentant une conjoncture défavorable (Ncube et Gomez, 2011). L'effet indirect des envois de fonds sur la création d'entreprise peut à son tour être appréhender à deux niveaux. Il ressort premièrement, dans ce cas comme une augmentation du pouvoir d'achat dans la localité, plutôt que du capital d'investissement dans les MPME pour les ménages bénéficiaires, de sorte que les niveaux élevés de dépenses de consommation déclenchent des investissements d'autres ménages ou d'entreprises. Ainsi, les envois de fonds pourraient avoir un effet multiplicateur sur la demande et la production de biens nationaux via l'augmentation

¹ Premièrement, les fonds de l'étranger servent principalement à couvrir la consommation des ménages et, la demande des produits étrangers augmente lorsque le montant des envois de fond s'accroit. Deuxièmement, cette consommation des produits étrangers entraine une hausse des prix de ces produits, l'afflux des devises étrangères ainsi que la hausse des prix rendent les exportations moins compétitives, si bien que l'entrepreneuriat local du pays baisse. Ce qui crée donc un cycle vicieux puisque l'effet des envois de fonds sur l'incitation au travail aggrave le problème, car il fait monter le salaire de référence¹. Troisièmement, les moyens par lesquels les envois de fonds sont typiquement sauvegardés ou investis consiste en l'achat de l'immobilier ce qui fait monter le prix des logements et déclenche parfois une bulle immobilière.

induite du revenu disponible et des dépenses de consommation. L'activité économique qui en résulte pourrait accroître les attentes en matière de profit et encourager les activités entrepreneuriales (Kakhkharov, 2018). Deuxièmement, un revenu de transfert stable peut être considéré comme un attribut positif dans l'évaluation de la solvabilité d'un ménage lorsqu'il s'agit d'accéder à un microcrédit ou à un prêt pour le démarrage d'une petite entreprise (Kakhkharov, 2017). Ainsi, les envois de fonds peuvent également favoriser le lissage des revenus, ce qui rend les ménages plus attractifs pour les emprunteurs attrayants, en particulier dans des contextes où les ménages sont confrontés à une volatilité et à des chocs liés à un revenu élevé (Yiheyis et Woldemariam, 2016).

C'est ainsi que le contexte de économies bénéficiaires détient une place majeure dans l'explication du désir d'entreprendre des populations bénéficiaire (Naudé, 2017). Quand bien même, n'ayant pas fait couler beaucoup d'encre, le Produit Intérieure Brut (PIB) par habitant des populations bénéficiaires détient une place centrale dans la volonté d'entreprendre. En effet, un niveau de PIB par habitant bas aura la capacité d'augmenter la proportion des envois de fonds altruiste qui pourra à leur tour, accroitre la liquidité des populations et plus loin la capacité des bénéficiaires en besoin de financement à démarrer une entreprise. Cette analyse trouve sens, dans l'étude de Kakhkharov (2017) qui souligne une relation négative entre le PIB par habitant et l'entrepreneuriat pour tous les pays sauf les riches, ou la relation devient positive bien que moins significative puisque selon l'auteur, la plupart des pays avec un niveau de PIB par habitant faible font face à un niveau de chômage élevé. Bosma et al (2018) par la suite relèvent que la relation négative entre le PIB par habitant et l'entrepreneuriat observée dans nombre des pays les plus pauvres pourraient refléter le vaste phénomène de la nécessité, ce qui obligerait les personnes au chômage qui préféreraient être embauchées, à créer leur propre entreprise. Accorder une plus grande attention au niveau du PIB par habitant des populations bénéficiaires semble donc légitime puisque qu'en étant à la fois considéré comme une cause des envois de fonds altruiste (Gbenou, 2015) et de l'entrepreneuriat de nécessité (Bosma et al, 2018), l'existence d'un effet de seuil du niveau de PIB par habitant est probable. En d'autres termes, la probabilité de l'existence d'un niveau de PIB par habitant en dessous duquel, les migrants ont tendance à augmenter le montant des transferts de fonds, et à même, de déclencher chez les individus bénéficiaires le désir d'entreprendre est forte (Khakhharov, 2017). Déplus, l'effet conjoint positif du PIB par habitant et des fonds reçu des migrant sur la création d'entreprise pourrait être de court terme. L'étude de Arin et al (2015) soutient cette idée puisque, à mesure que le niveau de PIB par habitant des populations bénéficiaires augmente, les marchés du travail se développent pour fournir des emplois plus stables et ainsi provoquer le passage de la création d'entreprise à un emploi rémunéré. Batu (2017) dans la même analyse prévoit un impact positif des entrées temporaires d'envois de fonds des travailleurs sur le PIB par habitant, contrairement à une augmentation permanente des envois de fonds. Puisque la tendance négative entre le niveau de PIB par habitant et la création d'entreprise se poursuivra jusqu'à un certain niveau de PIB par habitant, où la combinaison du progrès technologique, des marchés financiers développés et du capital humain rend l'activité entrepreneuriale attrayante, en particulier pour les couches de la population les plus riches et les plus instruites (Arin et al, 2015).

Hypothèse 1 : il existe un niveau de PIB par habitant en dessous duquel les envois de fonds des migrants influencent positivement la création d'entreprise.

D'un autre côté, les envois de fonds et le développement du secteur financier ont longtemps été identifiés comme des moteurs majeurs pour stimuler l'activité économique via l'entrepreneuriat, en particulier dans les pays en développement (Chowdhury, 2016; Williams, 2016). Puisqu'en réduisant les coûts d'accès au crédit, un marché financier qui fonctionne bien peut aider à allouer des fonds aux porteurs de projets d'investissements les plus rentables dans les pays d'origines des migrants et, partant, à favoriser l'entrepreneuriat (Bang et al, 2016). En effet, certaines études relèvent que les envois de fonds peuvent constituer une opportunité dans la mesure où ces fonds peuvent remplacer les marchés du crédit inefficaces ou inexistants en aidant les entrepreneurs locaux à pallier le manque de garanties ou de coûts de crédit élevés et à lancer des activités entrepreneuriales productives (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). De plus, dans un secteur financier développé et qui fonctionne bien, les envois de fonds sont supposés transiter par le système bancaire avant de permettre aux individus d'investir ces fonds dans des activités entrepreneuriales. Ainsi cela indique que l'effet de transmission du développement du secteur financier et les envois de fonds sur l'activité entrepreneuriale des populations pourraient être importants (Peprah et al, 2019).

Hypothèse 2 : l'effet conjoint du développement du système financier et des envois de fonds des migrants influencent positivement la création d'entreprise.

II. Données et modèle

II.1 Données

Nous avons utilisé des données en panel équilibrées de 2006 à 2016 provenant de 17 pays en voies de développement, le choix de ces pays a été fait en fonction de la disponibilité des données. La variable dépendante est mesurée par le nombre de nouvelle entreprise crée dans un pays et est défini comme le nombre de société à responsabilité limité crée au cours d'une année dans un pays, cette variable nous provient de la base de données du Doing Business (2017). Notre variable d'intérêt, les transferts des fonds des migrants est mesurée par Flux des transferts personnels courants reçus en % du PIB (Transfert%) comme dans l'étude de Prepah et al (2019) puisque même s'il est difficile de capter le montant des fonds reçu des migrants par voie informelle cette variable est la plus adapter pour mesurer les envois de fonds reçus par voie formelle. Les données relatives aux différentes variables de contrôle à savoir, le logarithme du produit intérieur brut par habitant (LnPIBhbt), et le terme croisé du développement du secteur financier et les envois de fonds (DEV_FI*Transf) nous proviennent de la base des indicateurs de développement mondiaux de la Banque mondiale (2017). Et se défini comme la proportion de Crédit intérieur fournit par le secteur financier au secteur privé en pourcentage du PIB. Ces variables ont été retenus comme dans les études de Arin et al (2015) et Ahamada et Coulibaly (2013), pour la simple raison qu'elles sont plus appropriées pour mesurer respectivement le niveau de richesse des populations et le niveau de développement du secteur financier dans les pays en voie de développement.

$$lnMPMEcr\acute{e}e_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 \ transfert\%_{i,t} + \lambda_1 \ X_{i,t} + \epsilon_{i,t}$$
 (1)

Où X renvois aux variables de contrôle.

II.2 Modèle

En effet, dans la littérature récente, les chercheurs ont utilisé l'estimateur des modèles des Moments Généralisée (GMM) en différence et en système pour estimer le modèle de panel, mais selon Roodman, dans l'étude de Samargandi et al (2015), ces estimateurs ne capturent que la dynamique à court terme des données de panel. Pesaran et al (1999) ont suggéré que pour l'estimation de données de panel hétérogènes dynamiques à grande section transversale et à durée étendue, la régression du panel et le modèle de correction d'erreur devraient être

combinés en appliquant la procédure de retard à distribution auto régressif (ARDL_{p,q}). Cela incorporera l'hétérogénéité dans la section transversale. Notre modèle se présente comme suit :

$$\Delta LnMPMEcr\acute{e}e_{i,t} = \rho^{i} \left[lnMPMEcr\acute{e}e_{i,t-1} \left\{\beta_{0}^{i} + \beta_{1}^{i} X_{i}^{t-1} \right\}\right] + \sum_{j=1}^{p-1} \gamma_{j}^{i} LnMPMEcr\acute{e}e_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_{j}^{i} \Delta X_{i,t-j} + u_{i} + \varepsilon_{i,t}$$
 (2)

Où, *LnMPMEcr*ée_{i,t} est la mesure de la création d'entreprise, X représente l'ensemble des variables explicatives comprenant à la fois notre variable d'intérêt et nos variables de contrôle ; δ^i_j Représente le coefficient à court terme des variables indépendantes retardées ; γ^i_j , est le coefficient à court terme de la variable dépendante retardée ; β_i^i , représente le coefficient de long terme et p et q représente respectivement le nombre de retard de la variable dépendante et indépendante respectivement ; i représente le pays (i= 1...N) et t représente l'année. ρ^i est le coefficient de vitesse d'ajustement de l'équilibre à long terme ; u_i est le vecteur des coefficients indiquant les effets spécifiques pays ; $\varepsilon_{i,t}$ est le terme d'erreur avec les variances différentes entre les groupes.

Par la suite, pour déterminer l'effet de seuil du PIB par habitant sur la création d'entreprise, nous présentons un deuxième modèle prenant en compte le terme quadratique du PIB par habitant dans l'équation (3).

$$\Delta LnMPMEcr\'{e}e = \rho^i \left[lnMPMEcr\'{e}e_{i,t-1} \left\{ \beta_0^i + \beta_1^i PIBhbtCarr\'{e}_i^{t-1} + \beta_2^i X_i^{t-1} \right\} \right] + \sum_{j=1}^{p-1} \gamma_j^i LnMPMEcr\'{e}e_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta_1^i \Delta PIBhbtCarr\'{e}_i^{t-1} + \delta_j^i \Delta X_i^{t-1} + u_i + \varepsilon_{i,t}$$
 (3)

L'équation (1) peut être estimée en utilisant les estimateurs du modèle du groupe moyen (MG) (Pesaran et Smith, 1995) qui n'imposent aucune restriction, car l'utilisation des estimateurs du modèle PMG impose des effets de long terme commun, de plus, en utilisant l'effet fixe dynamique, cela contraint les coefficients de pente et les variances des erreurs à être les mêmes (Pesaran et al, 1999). Le test de Hausman a été utilisé pour la sélection du modèle.

III. Résultats et interprétations

Cette section présente les tests de corrélation sérielle, des racines unitaires, de cointégration et les résultats à court et à long terme.

Tableau 1 : Statistiques descriptives

| Variables | Observations | Moyenne | Ecart-type | Min | Max |
|------------|--------------|---------|------------|--------|--------|
| LnMPMEcrée | 187 | 7,73 | 1,73 | 2,30 | 10,57 |
| Transf% | 187 | 8,98 | 8,02 | 0,13 | 34,50 |
| LnPIBhbt | 187 | 8,01 | 0,67 | 5,84 | 9,37 |
| Dev_fi_% | 187 | 49,62 | 27,85 | -18,44 | 114,32 |

Source: Auteur

III.1 Test de corrélation sérielle, de Racines Unitaires et de cointégration.

Compte tenu du fait que nous utilisons des données en panel, nous avons analysé la corrélation sérielle de nos données, à l'aide du test de Pesaran CD (2004) (voir tableau 2) avant de faire le test de racines unitaires, car l'application du test de racine unitaire conventionnel, lorsqu'il existe une dépendance de section transversale dans les données, peut entrainer une diminution de la puissance du test. Par la suite, les tests de Im Pesaran et Shim (IPS) et Levin Lim Chiu (LLC) ont été utilisés pour tester l'existence des racines unitaires pour chacune de nos variables. Ceci a été fait pour tester la stabilité de nos variables afin d'éviter la survenue d'une pseudo-régression et pour s'assurer qu'aucune de nos variables n'a été intégrée d'un ordre supérieur à un avant d'appliquer la technique ARDL en panel.

<u>Tableau</u> 2 : Test de corrélation sérielle, test de racines unitaires et test de cointégration

| Variables | lnMPME | Dev_Fi*Transf | lnPIB | Transfert% |
|---|-----------|---------------|-------------|------------|
| A) Test de corrélation sérielle | | | | |
| Pesaran CD | | 8,515a | $3,034^{a}$ | 11,539a |
| p-value | | 0,000 | 0,0024 | 0,0000 |
| B) Test de Racines unitaires IPS et LLC | | | | |
| IPS | -1,1184 | -2,8933*** | -5,3146*** | -3,1918*** |
| IPS (différence première) | - | -3,6793*** | - | -2,8331*** |
| | 4,1425*** | | 7,7996*** | |
| | I (1) | I (0) | I (0) | I (0) |
| LLC | -6,0090 | -13,6083*** | - | -9,0704*** |
| | *** | | 11,3635*** | |
| | I (0) | I (0) | I (0) | I (0) |
| C) Test de cointégration | | | | |
| Test des limites de Pesaran et shin | | | | |
| Degré de liberté | 10% | 5% | 1% | |
| I(0) | 1,900 | 2,260 | 3,070 | |
| I(1) | 3,010 | 3,480 | 4,440 | |
| F stat = 2.150 | | | | |
| Test de Westerlund | | | | |
| Statistique | | | | |
| Group_t | | -2,687*** | | -11,481*** |
| Groupe_a | | -7,247 | | -3,425 |
| Panel_t | | -3,674 | | -8,171** |
| Panel_a | | -6,362** | | -5,507 |

<u>Notes</u>: a : rejet de H o d'absence de corrélation sérielle. Les notes ***, ** et * indiquent le rejet de l'hypothèse nulle aux niveaux de signification de 10%, 5% et 1%. D.lnMPME et D. Dev_Fi*Remit indiquent la différence première respectivement de lnMPME et Dev_Fi*Transf.

III.2 Interprétation des résultats à long et à court terme

En plus de nous révéler l'existence d'une relation à long terme entre les envois de fonds et la création d'entreprise, les résultats du modèle PMG nous révèlent que les transferts de fonds des migrants exercent un effet positif et significatif à long terme sur la création d'entreprise puis que le signe associé au coefficient des transferts de fonds est positif et significatif. Ce résultat s'explique notamment par le signe positif associé au coefficient du terme croisé du développement financier et des envois de fonds qui traduit selon l'analyse économique le fait que les envois de fonds des migrants et le développement du système financier exerce un effet de substitution à long terme. Ce résultat trouve sens dans le cas des pays en développement, puisque la plupart de ces économies sont généralement confrontés à une défaillance de leur

système financier (Gbenou, 2015), et perçoivent les envois de fonds reçu des migrants comme une bouée de sauvetage pour les entrepreneurs et les personnes désirant créer une entreprise. Les études de Prepah et al (2019) valide ce résultat. De plus le signe positif et significatif du PIB par habitant traduit un effet positif du PIB par habitant sur la création d'entreprise dans le long terme. En ce qui concerne les résultats à court terme, les envois de fonds des migrants et l'effet croisé du développement du système financier et les transferts de fonds ont un effet positif mais non significatif sur la création d'entreprise. Le PIB par habitant cependant à un effet négatif et significatif sur la création d'entreprise. Puisque à court terme, selon l'analyse économique, les individus ont tendance à investir dans la création d'entreprise pour accroitre leur revenu, et donc plus le niveau de PIB par habitant est faible plus les individus sont motivés à crée une entreprise (Bosma et al, 2018). De plus, les signes contraires observés sur le coefficient du PIB par habitant à long et à court terme présagent l'existence d'un seuil de PIB par habitant au-dessus duquel, les individus sont moins enclins à développer une entreprise.

Tableau 3 : Estimation des modèles PMG et MG et test de Hausman.

| | PMG | MG | |
|-------------------------|---------------------------|------------------|--|
| | Coefficients à long terme | | |
| Transfert% L1 | 0,059** | -1,286 | |
| LnPIBhbt | 0,873*** | -0,998 | |
| DevFi*Transfert_% L1 | -0,00079*** | 0,0328 | |
| Test Hausman | h = 0.10 | p-value = 0.9913 | |
| | Coefficient de correct | ion d'erreur | |
| ECT | -0,520*** | -0,929*** | |
| | Coefficients à court ter | rme | |
| D_1 | 0,0502 | -0,967* | |
| Transfert% D1 LnPIBhbt | -0,555* | -0,065 | |
| D1 DevFi*Transfert_% | 0,0004 | 0,019* | |
| Constante | 0,132 | 9,283* | |

Notes : la variable dépendante est LnMPMEcrée, Les notes ***, ** et * indique un niveau de signification de 1%, 5% et 10%, DevFi*Tranfert% indique le terme croisé du développement financier et les transferts de fonds. Le nombre d''observation par groupe est de 10. La variable dépendante est le nombre d'entreprise crée en logarithme. Source : Auteur.

III.3 Effet de seuil du PIB par habitant sur la création d'entreprise

Le tableau 4 présente les coefficients à court terme pour l'analyse de l'effet de seuil du PIB par habitant sur la création d'entreprise. Les résultats indiquent l'existence d'une relation non linéaire entre le PIB par habitant et la création d'entreprise comme le montre le terme quadratique associé au PIB par habitant. Ainsi, la présence d'une relation de la forme d'un U inversé entre le PIB par habitant et la création d'entreprise est confirmée par le coefficient négatif du terme quadratique du PIB par habitant et traduit l'existence d'un niveau de PIB par habitant en dessous duquel les individus sont plus incités à créer une entreprise en présence des fonds des migrants.

Ce qui rejoint les prévisions de Bosma et al (2018) en ce qui concerne les pays en voies développements de notre étude.

| Tableau 4. Determination a court terme ac t effet ac seuti au 11D par nabitant | | | | |
|--|------------------------|----------------------------|--|--|
| | PMG | Effet des seuil | | |
| | Coefficients à court t | Coefficients à court terme | | |
| Transfert% | 0,050 | 0,050 | | |
| D1 | | | | |
| LnPIBhbt | -0,555* | - | | |
| | | | | |
| LnPIBhbtcarré | | -0,277* | | |
| D1 | | | | |
| DevFi*Transfert_% | | 0,0004 | | |
| D1 | 0,0004 | | | |

Tableau 4 : Détermination à court terme de l'effet de seuil du PIB par habitant

Notes: la variable dépendante est LnMPMEcrée. Les notes ***, ** et * indique un niveau de signification de 1%, 5% et 10%. DevFi*Tranfert% indique le terme croisé du développement financier et les transferts de fonds. Le nombre d''observation par groupe est de 10. La variable dépendante est le nombre d'entreprise crée en logarithme. Source : Auteur

III.4 Test de robustesse : application de la méthode des GMM et ajout de nouvelle variable

Pour tester la robustesse de nos résultats, nous avons utilisé la méthode des moments généralisée (GMM) en système développée par Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998) avec des estimations en deux étapes pour promouvoir sa robustesse. Cette méthode nous permet de résoudre le problème potentiel d'endogénéité des variables explicatives avec la variable à expliquer, d'autant plus que dans notre modèle, les variables explicatives sont de natures macroéconomiques d'où le risque d'une causalité inverse avec la création d'entreprise. La méthode GMM en système nous permet aussi de résoudre le biais potentiel lié à la corrélation entre les « effets fixes-pays » et le terme d'erreur. De plus, nous ajoutons dans notre estimation trois (03) nouvelles variables explicatives afin d'accroitre la représentativité de notre modèle.

Les résultats du test de robustesse nous révèlent (voir tableau 5 en Annexe) que le coefficient associé aux transferts de fonds des migrants est significatif au seuil de 5%, et de signe positif. Ceci mène à conclure à l'existence d'un impact favorable des transferts des fonds des migrants sur la création d'entreprise à court terme et confirme le résultat trouvé au tableau 3. L'impact positif des transferts de fonds des migrants sur l'entrepreneuriat peut s'expliquer par la substituabilité entre les transferts de fonds des migrants et le secteur financier. En effet, le signe négatif associé au coefficient du terme croisé des transferts des fonds des migrants et le développement du secteur financier est le même que celui trouvé dans les résultats précédents (voir tableau 3) et confirme l'effet de substituabilité du développement financier et des transferts de fonds.

(-0,45)169

17

0,139 0.392

| The result of the result of the results of the resu | estimente di analia est système | |
|--|---------------------------------|--|
| L.lnMPMEcrée | 1,016*** | |
| | (7,78) | |
| Transfert des fonds | 0,104* | |
| | (2,01) | |
| LnPIBhbt | 0,511** | |
| | (2.38) | |
| Devfi_Transfert_%PIB | -0,001* | |
| | (-1.95) | |
| Taux de chomage % pop | -0,009 | |
| | (-0,56) | |
| Populaion15_64 | -0,067*** | |
| | (-2,97) | |
| Cout de démarrage | -0,0007 | |

Tableau 5 : Résultat du test de robustesse : estimation GMM en système

Observations Nombres de groupes

AR2 P-value

Hansen P-value

Notes : la Variable dépendante : lnMPMEcrée Echantillon : 17 pays. Les valeurs entre parenthèses sont les écarts-types des coefficients estimés des variables explicatives, dont la constante. Ils sont corrigés d'hétéroscédasticité à travers l'ajout de l'option « robust » lors des estimations. Les coefficients estimés sont : * significatifs au seuil d'erreur de 10%, ** significatifs au seuil d'erreur de 5 %, *** significatifs au seuil d'erreur de 1%. Le test de Hansen indique que les instruments utilisés sont valides (H0: acceptée), avec des p-values largement supérieures au seuil de 10 %. Le test AR(2) indique l'absence d'autocorrélation entre les termes d'erreurs d'ordre 2, avec des p-values supérieures au seuil de 10 %. Source : Auteur.

Conclusions et recommandations de politiques économiques IV.

Notre étude a examiné la relation entre les envois de fonds des migrants et la création d'entreprise dans 17 pays en voie de développement. Premièrement, l'objectif de l'étude était de déterminer l'impact des envois de fond des migrant sur la création d'entreprise; deuxièmement de déterminer les effets à court et à long terme des envois de fonds sur la création d'entreprise. Et troisièmement, de déterminer l'existence d'un effet de seuil du PIB par habitant sur la création d'entreprise dans les pays bénéficiaires des envois de fonds. L'étude conclut que l'impact des envois de fonds sur la création d'entreprise est positif et que l'effet conjoint à long terme du développement financier et des envois de fonds sur la création d'entreprise est négatif. En outre la relation existante entre le niveau de PIB par habitant et la création d'entreprise à court terme a la forme d'un U inversé et traduit l'existence d'un seuil au-dessus duquel la création d'entreprise est entravée.

L'une des principales implications politiques découlant de cette étude est que les économies en développement qui bénéficient de ces fonds devront mettre sur place un système de motivation entrepreneuriale qui pourraient inclure un service d'accompagnement et d'incitation, par le développement des centres de formation et d'accompagnement aux entreprises afin d'éduquer les entrepreneurs et les personnes avec le désir d'entreprendre sur les bénéfices liés à leur activité. Il serait également important de sensibiliser les populations des pays en voie de développement bénéficiaire des envois de fonds sur les bienfaits de la consommation des biens produits localement pour leur économie, afin que les envois de fonds puissent bénéficier de façon durable à la croissance économique par le biais de la création d'entreprise. De plus, il serait important que les économies en développement tirent profit de l'effet de substitution existant entre le développement financier et les envois de fonds en renforçant l'implication de la diaspora dans les activités économiques des pays d'origines à travers la création des plates formes d'échange d'idées et de financement avec les migrants à travers les crowdfunding, et les partenariats. Ce qui pourra améliorer la qualité des entreprises crées et réduire les contraintes de financement des entrepreneurs des pays en voie de développement.

Annexes

Liste des pays de l'étude

| Afrique (06 pays) | Amérique latine et Caraïbes (04 pays) | Asie du Sud (01) | Asie de l'Est et Pacifique (01) | Europe et Asie centrale (05) |
|--|---|---------------------|------------------------------------|---|
| Botswana, Jordanie, Maroc, Namibie, Rwanda, Sénégal, | Bolivie, Costa-Rica, Jamaïque, Paraguay, | Bhoutan, | Samoa | Albanie, Arménie, Géorgie, Moldavie, Macédoine, |

Source : l'échantillon est tiré en fonction de la liste des pays en développement et émergents définis par la Banque Mondiale (2017)

Références

- Ahamada, I., & Coulibaly, D. (2013). Remittances and growth in Sub-Saharan Africans countries: evidence from a panel causality test. Journal of international development, *25*, 310-324.
- Ajefu, J., & Ogebe, J. (2019). Envois de fonds des migrants et inclusion financière des ménages au Nigéria. Journal of Oxford Development Studies, 47(3), 319-335.
- Ambrosius, C., & Cuecuecha, A. (2016). Les envois de fonds et l'utilisation de services financiers formels et informels. Développement mondial, 77, 80 – 98.
- Anzoategui, D., Demirgüç-Kunt, A., & Peria, M. (2014). Envois de fonds et inclusion financière : témoignages d'El Salvador. Développement mondial, 54, 338 – 349.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Quelques tests de spécificationpour les données du panel : preuves de Monte Carlo et une application aux équations de l'emploi. Revue des études économiques, 58(2), 277-297.
- Arellano, M., & Bover, O. (1995). Un autre regard sur l'estimation des variables instrumentales des modèles de composants d'erreur. journal de l'économétrie, 68(1), 29-52.
- Arif, I., Raza, S., Friemann, A., & Al. (2019). Le rôle des envois de fonds dans le développement de l'enseignement supérieur : données provenant des principaux pays bénéficiaires des envois de fonds. Recherche sur les indicateurs sociaux, 141(3), 1233-1243.
- Arin, K., Zengyu Huang, V., Minniti, M., Menon Nandialath, A., & Fm Reich, O. (2015). Revisiter les déterminants de l'entrepreneuriat : une approche bayésienne. Collection Spéciale de Probabilités bayésiennes et statistiques en recherche en management., 41(2), 607-631.
- Baltagi, B. (2008). Analyse économétrique des données du panel. Hoboken: Wiley.
- Bang, J., Mitra, A., & Wunnava, P. (2015). Libéralisation financière et envois de fonds : éléments de preuve présentés récemment par un groupe spécial. Journal du commerce international et du développement économique, 24(8), 1077-1102.
- Bang, J., Mitra, A., & Wunnava, P. (2016). Les envois de fonds améliorent-ils l'inégalité des revenus ? Une analyse quantile de variable instrumentale du cas kenyan. Modèles économiques, 58, 394-402.
- Batu, M. (2017). Envois de fonds des travailleurs internationaux et croissance économique dans un véritable cycle conjoncturel. Changement structurel et dynamique économique, 40, 81 - 91.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Conditions initiales et restrictions de moment dans les modèles de données de panel dynamique. journal de l'économétrie, 87(1), 115-143.
- Bosma, N., Kelley, D., & L'entrepreneuriat, A. M. (2018). moniteur d'entrepreneuriat mondiale, rapport exécutif. Chili: Graphic Andes.
- Bouoiyour, J., & Mitfah, A. (2017). Pourquoi les migrants envioent-ils des fonds? test d'hypothèses dans le cas du Maroc. Iza journal de la migration, 4(2), 2-20.

- Bouoiyour, J., Selmi, R., & Miftah, A. (2018). La relation entre les envois de fonds et les variables macroéconomiques en période de bouleversement politique et social : Témoignages du Printemps arabe de Tunisie. revue d'économie de la transition et changement institutionnel, 27(2), 355-394.
- Campos, N., & Kinoshita, Y. (2008). Investissements directs étrangers et réformes structurelles: données de panel en provenance d'Europe de l'Est et d'Amérique latine. Documents des services du FMI.
- Chami, R., Ekkehard, E., Connel, F., & Oeking, A. (2018, Septembre). Les envois de fonds sont-ils un piège? Finances & Développement, pp. 44-47.
- Chowdhury, M. (2016). Développement financier, envois de fonds et croissance économique : données factuelles fondées sur une estimation en panel dynamique. revue de recherche d'économique appliquée, 10(1), 35-54.
- Eggoh, J., Bangake, C., & Semedo, G. (2019). Les envois de fonds stimulent-ils la croissance économique ? Témoignages de pays en développement. revue du commerce et du développement économique international, 28(4), 391-418.
- Finkelstein-Shapiro, A., & Mandelman, F. (2016). Envois de fonds, esprit d'entreprise et dynamique de l'emploi au cours du cycle économique. Revue d'économie internationale, *103*, 184 – 199.
- Gabarret, I., & Vedel, B. (2015). Pour une nouvelle approche de la motivation entrepreneuriale. Revue des Sciences de Gestion (271), 13-20.
- Goshin, Z. (2014). Les envois de fonds en tant que facteur de développement économique : Preuves empiriques des pays de l'Europe centrale et communautaire. procedia économie et finance., 10, 54-60.
- Hansing, K., & Orozco. (2014). Le rôle et l'impact des envois de fonds sur le développement des petites entreprises pendant les réformes économiques actuelles de Cuba. Document de travail, 69.
- Hor, C., & Peang, P. (2017). L'analyse des facteurs déterminants a un effet sur les envois de fonds des travailleurs migrants vers les pays cLMV. Revue internationale d'économie et des questions financières, 7(2), 202-207.
- Imtiaz, A., Syed, A., Raza, A., Friemann, M., & Tahir, S. (2019). Le rôle des envois de fonds dans le développement de l'enseignement supérieur: données provenant des principaux pays destinataires des envois de fonds. Recherche sur les indicateurs sociaux, 141(3), 1233-1243.
- Kakhkharov, J. (2017). Envois de fonds et investissement des ménages dans l'esprit d'entreprise : le cas de l'Ouzbékistan. Documents de discussion Université Griffith, Département de la comptabilité, de la finance et de l'économie. (201703).
- Kakhkharov, J. (2018, Novembre). Les envois de fonds des migrants en tant que source de financement de l'esprit d'entreprise. Journal migration internationale. doi:_org/10.1111/imig.12531
- Makhlouf, F. (2019). La productivité est-elle affectée par les envois de fonds ? Les preuves du maroc. Journal du développement international, 31, 211–222.
- Nahar, F. H., & Arshad, M. N. (2017). Effet des transferts des fonds des migrants sur la réduction de la pauvreté : le cas de l'Indonésie. journal de l'économie et des entreprises indonésiennes, 32(3), 163 – 177.
- Naude, W., Siegel, M., & Katrin, M. (2017). Migration, entrepreneuriat et développement : questions cruciales. Revue de la migration de l'IZA, 6(5).
- OCDE, & INURED. (2017). Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti : Les voies de développement. Paris: Éditions OCDE. doi:https://doi.org/10.1787/9789264278844-fr.

- Peprah, J. A., Ofori, I. K., & Asoman, A. (2019). Développement financier, envois de fonds et croissance économique : une analyse de seuil. Cogent Economics & Finance, 7(1).
- Pesaran, M. (2004). Tests diagnostiques généraux pour la dépendance de la section transversale dans les panneaux Tests diagnostiques généraux pour la dépendance de la section panneaux. transversale dans les Journal électronique doi:doi.org/10.17863/CAM.5113
- Pesaran, M., & Smith, R. (1995). Estimation des relations à long terme à partir de panels dynamiques hétérogènes. Journal of econometrics, 68(1), 79-113.
- Pesaran, M., Shin, Y., & Smith, R. (1999). Estimation groupée des groupes moyens de panels hétérogènes dynamiques. Journal de l'American Statistical Association, 94 (446), 621-
- Pesaran, M., Shin, Y., & Smith, R. (2001). Méthodes de test des limites pour l'analyse des relations de niveau. Revue d'Econometrie Appliquée, 16 (3), 289–326. doi:doi: 10.1002 / (ISSN) 1099-1255
- Samargandi, N., Fidrmuc, J., & Ghosh, S. (2015). La relation entre développement financier et croissance économique est-elle monotone? Données provenant d'un échantillon de pays à revenu intermédiaire. World Development, 68, 66-81.
- Stoner, C., & Fry, F. (1982). La décision entrepreneuriale : Insatisfaction ou opportunité ? Journal de la gestion des petites entreprises, 20, 39 - 44.
- Williams, K. (2016). Envois de fonds et développement financier : données probantes de l'Afrique subsaharienne. Revue Africaine de Développement, 28(3), 357-367.
- Williams, K. (2018). La relation entre les envois de fonds et les institutions politiques est-elle monotone? Preuves des pays en développement. Journal d'économies Sud-africaines, 86(4), 449-467.
- Yiheyis, Z., & Woldemariam, K. (2016). L'effet des envois de fonds sur la formation de capital national dans certains pays africains : analyse empirique comparée. Journal du développement international, 28(2), 243-265.
- Zeeshan, K., Numan, K., Saddam, H., Kiran, A., Khurshid, A., & Shahid, A. (2017). Le lien entre les envois de fonds et les investissements privés : analyse comparée des pays de l'Asie du Sud. Journal asiatique de la modélisation économique, 5(2), 175-185.